



REFUSONS L'ÉCONOMIE de GUERRE

La situation internationale nous préoccupe avec la mise en place d'une « économie de guerre » qui a pour conséquences la diminution des budgets des services publics, de l'éducation, de la protection sociale...

La politique de Macron se traduit par un budget militaire de l'État de 32 milliards d'euros pour 2017, à 53,7 milliards d'euros en 2026, et une prévision de 67,4 milliards en 2030, soit, en 13 ans, plus du doublement des dépenses militaires.

La production militaire représente 40 milliards d'euros de chiffre d'affaires, dont 65% sont exportés, faisant de la France le deuxième pays exportateur d'armes dans le monde.

Pour maîtriser les comptes publics, le gouvernement impose ses choix : hors budget Défense, les budgets devront baisser de 4 milliards supplémentaires sur les dépenses de l'État, et de 2 milliards sur le champ social, notamment sur la Sécurité sociale.

Et le patronat cherche à imposer son agenda social, en exigeant des mesures d'économies supplémentaires sur le dos des salarié·es comme des retraité·es.

Cette politique « d'économie de guerre » est synonyme de régressions sociales et de remise en cause des libertés syndicales, des espaces démocratiques.

La course sans fin aux armements ne règle pas les conflits, au contraire. La seule voie possible reste la construction d'une solution diplomatique et négociée dans le cadre des institutions internationales.

L'ONU doit être reformée dans son fonctionnement pour remplir sa mission initiale : prévenir et faciliter le dialogue entre pays, autrement que par les armes.

Nous devons, plus que jamais, nous mobiliser contre les ambitions de ceux et celles qui veulent nous conduire à abandonner nos revendications de paix et de dialogue. La mobilisation des retraité·es et des salarié·s doit se poursuivre, se renforcer même, contre les reculs sociaux, environnementaux et démocratiques.

Cela nécessite de porter nos revendications sur la revalorisation des pensions, le pouvoir d'achat, le droit à la santé, l'obtention de moyens pour la Sécurité sociale, la prise en compte de la perte d'autonomie.

Notre propre agenda pour un meilleur avenir des peuples est de repousser les discours belliqueux, qui, ce n'est pas un hasard, accompagnent la montée de l'extrême droite, partout dans le monde, et de ses discours nationalistes et haineux.

Nous, syndicalistes et militant·es associatifs retraité·e·s sommes inquiet·es des débats qui se diffusent dans la société, qui nourrissent la montée de l'extrême droite et les discours nationalistes et haineux.

Attaché·es à la lutte contre le racisme et l'antisémitisme, nous rejetons la normalisation de l'injustice, de la haine de l'autre, de l'intolérance, du ressentiment.

C'est par la mobilisation des salarié·es et des retraité·s que nous imposerons de meilleures conditions de vie, de travail, de retraite, avec un autre partage des richesses, un développement des services publics, une prise en charge solidaire de la perte d'autonomie, un salaire et une pension au minimum égale au Smic.

Face à ce tournant, notre responsabilité syndicale et associative est claire :

- refuser que l'urgence militaire serve de prétexte à l'abandon du social ;
- défendre la santé, le pouvoir d'achat, les droits sociaux ;
- défendre la paix et la démocratie.

Le 21 septembre journée mondiale pour la paix sera l'occasion de participer aux manifestations, ensemble.